



Mission de supervision conjointe

27 septembre – 15 octobre 2003

Aide-mémoire

Traduction de l'anglais, original fait foi

I. Introduction

1. Dans le cadre du programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion (MDRP) pour la région des Grands Lacs, une mission de supervision conjointe composée de trois équipes de partenaires du MRDP, s'est rendue en Angola, au Burundi, en République Centrafricaine (RCA), en République du Congo, en République Démocratique du Congo (RDC), au Rwanda et en Ouganda, entre le 27 septembre et le 15 octobre 2003 pour évaluer les progrès réalisés à ce jour dans l'accomplissement des objectifs du partenariat du MRDP. Une réunion récapitulative, tenue à Nairobi les 16 et 17 octobre 2003, a passé en revue les rapports de situation de chacun des pays, synthétisé les conclusions principales et formulé des recommandations pour les politiques et activités futures du MDRP.

II. Principales conclusions

2. La tendance générale actuelle dans le sens de la paix et de la stabilisation dans la région souligne le caractère pertinent du MRDP comme mécanisme de coordination et de financement des efforts de DDR dans la région. La mise en place d'un gouvernement de transition en RDC, les progrès dans les négociations de cessez-le-feu entre le gouvernement du Burundi et les CNDD-FDD de pierre Nkurunziza et la consolidation de la paix en Angola offrent un environnement prometteur pour la préparation et la mise en œuvre de programmes nationaux de DDR dans plusieurs pays. Le renforcement récent du mandat de la MONUC en RDC et le déploiement intégral de la mission africaine au Burundi (AMIB) démontrent la disposition croissante de la communauté internationale à mettre en place le cadre sécuritaire nécessaire à la consolidation de la paix dans ces pays.

3. Dans l'ensemble, le MRDP a déjà démontré sa valeur comme mécanisme de coordination et le financement des activités de DDR à l'appui des divers processus de paix dans la région. Les partenaires ont souligné que les avantages du programme en termes d'unité d'expression, de réduction des duplications et de l'amélioration de l'efficacité de la mise en œuvre des programmes surpassent les avantages potentiels d'une action unilatérale. Des mécanismes de coordination de DDR ont été établis au Burundi, en RDC, au Rwanda et en Ouganda durant l'année écoulée. Des financements du MDRP ont été approuvés pour les programmes nationaux en Angola et au Rwanda. À l'heure actuelle, le programme de démobilisation et de réintégration en Angola a achevé la démobilisation et la réinsertion de plus de 90.000 ex-combattants de l'UNITA et ce, avec un certain succès. Au Rwanda, près de 13.800 ex-combattants ont été démobilisés depuis décembre 2001 (Phase II du programme rwandais de démobilisation et de réinsertion - RDRP). En outre, les préparatifs en vue de programmes nationaux sont bien avancés au Burundi et en RDC. Des projets de programmes nationaux et des lettres de politique de démobilisation préparées en RCA et au Congo-Brazzaville donnent au MDRP une base de discussion et permettent une participation substantielle au processus. Enfin, bien que la situation en Ouganda ne soit pas propice à la formulation d'un programme national, le parachèvement sous peu d'une analyse du secteur de la Défense fournira la base de débats plus avant avec le gouvernement.

4. Toutefois, le processus de paix dans la région reste fragile et il convient de ne pas sous-estimer les difficultés à venir. Le rythme du désarmement et rapatriement des groupes armés rwandais de la RDC vers le Rwanda restent très lents. La présence de ces éléments en RDC contribue à l'instabilité dans la région orientale de la RDC, complique les efforts visant à rétablir des relations entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda et a ralenti le rythme de la mise en œuvre du RDRP. L'échec relatif des efforts

de désarmement spontané et de rapatriement de ces groupes en RDC reste à ce jour un sérieux motif de préoccupation.

5. Dans le district d'Ituri en RDC, le déploiement d'une opération de maintien de la paix de l'Union Européenne et, aujourd'hui, de la MONUC, a permis de stabiliser un conflit ethno-politique local destructeur. Toutefois, la violence perdure dans de nombreuses zones du district d'Ituri. Au Burundi, la réticence du FNL-PALIPEHUTU d'Agathon Rwasa à prendre part au processus de paix augmente sensiblement les risques et le coût du processus national de consolidation de la paix dans son ensemble. Et enfin, le conflit persistant entre le gouvernement de l'Ouganda et la Lord's Resistance Army (LRA) au nord du pays ne semble pas faiblir.

6. La mission a identifié un certain nombre de sources d'inquiétude, ou exigeant une attention plus poussée, dans le cadre du MDRP. La mission recommande, en particulier, que tous les efforts soient déployés par les gouvernements concernés et la MONUC pour accélérer le rapatriement des groupes armés étrangers (notamment rwandais) qui restent en RDC. Les partenaires ont exprimé leur inquiétude quant à la stratégie de cantonnement rapide envisagée en Ituri et recommandent que la MONUC prenne part aux activités de planification commune avec les organismes qui seront chargés d'appuyer la réinsertion des groupes cantonnés. La mission a également souligné le risque potentiel de danger moral qui perdure dans plusieurs pays où le MRDP pourrait constituer une incitation perverse en faveur de la poursuite du recrutement des milices (en Ouganda ou en RDC), ou incitant à l'inflation des nombres des combattants (Burundi et Congo-Brazzaville). Il est donc nécessaire de gérer soigneusement l'information relative au programme. En outre, il reste encore à faire pour améliorer la coordination entre les programmes nationaux et les initiatives de nature humanitaire et/ou de réduction de la pauvreté dans plusieurs pays.

7. À ce jour, sept projets spéciaux ont été approuvés par la Banque mondiale pour financement en Angola et en RDC. La mission a exprimé sa profonde inquiétude quant aux retards dans la finalisation des accords relatifs aux projets spéciaux et le décaissement des fonds pour ces activités, en particulier en RDC. Le secrétariat du MDRP souligne que le processus a pris plus de temps que prévu en raison : (i) d'un manque de modèles appropriés pour les accords juridiques entre la Banque mondiale et les agences de l'ONU ou les ONG, et (ii) du fait que pour certains des bénéficiaires, la négociation de ces accords juridique représente une opportunité d'établir un précédent dans leurs rapports avec la Banque mondiale, ce qui a prolongé le processus. Toutefois, le secrétariat du MDRP a confirmé que cinq accords de financement ont été signés, 2,4 millions de dollars débloqués à la mi-octobre 2003, et, selon les prévisions, plusieurs autres accords de financement seraient signés sous peu. En outre, le secrétariat du MDRP a indiqué aux partenaires que la plupart des obstacles administratifs importants entravant la conclusion rapide des accords juridiques et le décaissement des fonds ont été surmontés et que les accords ultérieurs seraient traités plus rapidement. Les partenaires du MDRP ont vivement encouragé le secrétariat à déployer tous ses efforts afin d'accélérer le décaissement des fonds pour les projets spéciaux d'ici la date de la réunion des partenaires à Kinshasa.

III. Principales recommandations

8. La mission de supervision conjointe recommande, en priorité, que :

(i) Le secrétariat du MDRP :

- Présente une note à la réunion de Kinshasa des Comités consultatifs et fiduciaire précisant la manière dont il compte renforcer sa capacité d'analyse politique et de liaison avec les niveaux politiques des partenaires bailleurs de fonds,
- Renforce sa présence sur le terrain, au Burundi, et étudie des options dans ce sens en Angola et dans la région est de la RDC
- Présente, lors de la réunion de Kinshasa, une analyse révisée sur les coûts d'ensemble de programme et les prévisions de cash flow du fonds fiduciaire sur les 24 prochains mois,

- Accélère les décaissements dans le cadre des projets spéciaux approuvés à l'heure actuelle, et présente un point de situation sur les projets spéciaux, lors de la réunion de l'AC/TFC ;
- (ii) La Banque mondiale prépare et présente, lors de la réunion des partenaires à Kinshasa, un calendrier des étapes de préparation de projets de l'IDA, dans le droit fil de la planification du programme national ;
- (iii) Les gouvernements de la RDC, du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda intensifient les efforts pour relever le rythme du désarmement, de la démobilisation des groupes armés rwandais, burundais et ougandais en RDC, ainsi que leur rapatriement vers leurs pays respectifs, avec l'appui de la MONUC ;
- (iv) Le gouvernement burundais :
 - Présente une analyse des répercussions de l'accord de Pretoria (Burundi) sur le processus d'intégration militaire et des dépenses publiques connexes, à moyen terme ;
 - Initie un dialogue transparent et systématique avec les bailleurs de fonds et présentation d'un calendrier crédible pour la réduction des dépenses de la Défense ;
 - Garantisse la dotation du secrétariat exécutif de la NCDDR en personnel et équipement afin qu'il soit opérationnel aussi rapidement que possible ;
- (v) Le MDRP considère, en consultation avec le gouvernement de la RCA, la possibilité d'une démarche de projet spécial pour le processus de DDR en RCA ;
- (vi) Le gouvernement de la RDC :
 - Identifie un point focal du MDRP aussi rapidement que possible, et
 - Présente un point de situation, lors de la prochaine réunion AC/TFC/TCG à Kinshasa, sur l'état d'avancement de la planification du programme national de DDR et de la réforme du secteur sécuritaire, y compris un calendrier clair des mesures à prendre ;
- (vii) Aucune nouvelle proposition de financement ne soit considérée pour financement en RDC, jusqu'à nouvel ordre ; et,
- (viii) Le PNUD présente, lors de la prochaine réunion à Kinshasa, la manière dont il compte gérer le potentiel conflit d'intérêts entre ses fonctions d'agence chef de file et de partenaire d'exécution des projets spéciaux.